Par Sacha Wigdorovits

Le 7 février, selon Amnesty International, l’envoyée spéciale de l’ONU pour les territoires palestiniens, Francesca A(lbanese), a tenu les propos suivants lors du forum d’Al-Jazeera à Doha, la capitale du Qatar : « Le fait qu’au lieu d’arrêter Israël, la plupart des pays du monde l’ont armé et lui ont donné une protection politique et un soutien économique et financier. (…) Et, a poursuivi Albanese, « nous qui ne contrôlons pas de grandes quantités de capitaux, d’algorithmes et d’armes, nous voyons maintenant qu’en tant qu’humanité, nous avons un ennemi commun ».

Cette déclaration a provoqué un tollé international. Plusieurs pays, dont la France, l’Allemagne, la République tchèque et son propre pays, l’Italie, ont demandé la démission immédiate d’Albanese pour avoir qualifié Israël d' »ennemi de l’humanité ». Elle s’est défendue en affirmant que par « ennemi de l’humanité », elle ne parlait pas d’Israël mais du « système ».

La question de savoir dans quelle mesure cette justification rend l’ensemble meilleur reste ouverte. Car en fin de compte, elle n’est pas pertinente. Ce qui est important, c’est qu’Albanese ait participé au forum d’Al Jazeera à Doha. Car la chaîne arabe d’Al Jazeera n’est rien d’autre que le principal bras de propagande de l’organisation terroriste palestinienne Hamas. C’est pourquoi les deux plus grandes entreprises suisses de télécommunications, Swisscom et Sunrise, l’ont récemment retirée de leurs réseaux câblés, ce qui a valu à la Suisse une reconnaissance mondiale. L’UE a également discuté de l’interdiction d’Al Jazeera Arabic en raison de ses liens institutionnels avec le Hamas.

Albanese le sait bien sûr. Le fait qu’elle ait malgré tout participé à un événement organisé par Al Jazeera montre déjà où elle se situe en tant que représentante des Nations unies, tenues à l’impartialité : Du côté des Palestiniens et de leur organisation terroriste la plus brutale.

Mais ce n’est pas nouveau. Depuis de nombreuses années, l’Italienne se fait régulièrement remarquer par ses déclarations antisémites et anti-israéliennes. Elle n’a pas hésité à se montrer au premier rang des marcheurs lors des manifestations pro-palestiniennes dans son pays, appelant à la destruction de l’État d’Israël : « from the river to the sea ».

Aux États-Unis, Albanese a donc été déclarée persona non grata depuis un certain temps déjà. Il va sans dire qu’elle n’est plus la bienvenue en Israël non plus. Mais

même si des pays européens de premier plan comme la France, l’Allemagne et l’Italie, soutenus par la République tchèque, demandent sa démission, il est peu probable que cela se produise. Car avec son antisémitisme et son hostilité à Israël, Albanese n’incarne rien d’autre que l’opinion majoritaire au sein de l’ONU et de ses dirigeants.

Un deuxième exemple illustre parfaitement cette situation : l’U(NRWA), l’agence de l’ONU pour les réfugiés, qui se consacre uniquement aux Palestiniens depuis 1949 – alors que son organisation sœur, le HCR, doit s’occuper de tous les autres groupes de réfugiés dans le monde.

Le nouveau documentaire de 75 minutes « UNraveling UNRWA – die Entlarvung der UNRWA » (L’UNRWA démasquée) montre ce qu’il en est de l’UNRWA. Lundi dernier à Zurich, FokusIsrael.ch a présenté pour la première fois en Suisse ce documentaire israélo-allemand primé à un public de 200 personnes, dont de nombreux politiciens locaux et cantonaux. Les représentants du parlement de la ville, qui sera renouvelé le 8 mars, se sont montrés assez choqués par ce qu’ils avaient vu auparavant lors d’une table ronde qui a suivi.

En effet, « UNraveling UNRWA » démontre, à l’aide d’interviews d’anciens responsables de l’UNRWA, de vidéos et de documents, comment cette organisation onusienne est liée à l’organisation terroriste Hamas, comment elle cultive la haine des juifs et d’Israël dans ses écoles, par le biais de ses enseignants et dans ses manuels scolaires, et ce dès le plus jeune âge. Et surtout, comment l’UNRWA promeut inlassablement le « droit au retour (en Israël) ». Non seulement auprès des personnes déplacées et réfugiées lors de la guerre d’indépendance israélienne, dont il ne reste que quelques dizaines de milliers, mais aussi auprès de leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Le ministre suisse des Affaires étrangères, le conseiller fédéral Ignazio Cassis, a donc reconnu à juste titre dès 2018 que « l’UNRWA n’est pas la solution, mais le problème ». A savoir le problème que l’UNRWA, par son comportement et son narratif de retour, rend impossible une paix entre Israël et les Palestiniens. Car un « retour » de six millions de Palestiniens – dont 5,97 millions n’ont jamais été en Israël de leur vie et ne mériteraient donc pas le qualificatif de « rapatriés » – signifierait la fin d’Israël en tant qu’État juif, où vivent déjà deux millions d’Arabes. Et, à plus ou moins long terme, la fin des Juifs qui y vivent.

Mais tout comme l’antisémite Francesca Albanese, l’UNRWA sait que sa politique

visant à la destruction d’Israël est soutenue par une majorité d’États membres de l’ONU et par ses dirigeants. En effet, tant le droit au retour que l’héritage du statut de réfugié correspondent à la politique officielle de l’ONU.

Mais uniquement pour les Palestiniens. Aucun autre groupe de réfugiés dans le monde ne s’est vu accorder ces droits. Ni l’un ni l’autre. Et surtout pas aux 800 000 à 900 000 Juifs qui ont dû fuir les pays arabes dans les années qui ont suivi la création de l’État d’Israël, ni à leurs descendants encore en vie.

En ce sens, il faut être reconnaissant à Francesca Albanese et à l’UNRWA : elles démasquent l’hostilité des Nations unies envers les Juifs et Israël, dont le nom n’est même plus un euphémisme. Et ils illustrent pourquoi le seul espoir de paix au Moyen-Orient repose sur le nouveau « Conseil de paix » du président américain Donald Trump, contesté dans de nombreux pays (de l’ONU).

Cliquez ici pour voir les photos du podium de l’UNRWA lors de l’événement FokusIsrael à Zurich le 16 février :



De A à U : l’ONU se démasque elle-même

Co-présentateur Camille Lothe



De A à U : l’ONU se démasque elle-même

Ronny Siev, conseiller municipal PVL



De A à U : l’ONU se démasque elle-même

Candidate au conseil municipal Ivette Djonova (PLR)



De A à U : l’ONU se démasque elle-même

Conseiller municipal PLR Anthony Goldstein


Tavina
Tavina

De A à U : l’ONU se démasque elle-même

Stefan Urech, conseiller municipal UDC



Candidat au conseil municipal Alex Guggenheim (PLR)



De A à U : l’ONU se démasque elle-même

Karin Weyermann, conseillère municipale et candidate au conseil municipal (Le Centre)



Marita Verbali, conseillère municipale et candidate au conseil municipal (PLR)



Des discussions animées : Le podium électoral des candidates et candidats au conseil municipal



Invité à la projection du film « UNraveling UNRWA » : le candidat PLR à la présidence de la ville Prëparim Avdili (à gauche) en discussion avec Sacha Wigdorovits



Les politiciens locaux bourgeois zurichois entre eux (de g. à dr.) : Përparim Avdili (PLR), Alex Guggenheim (PLR), Karin Weyermann (Die Mitte), Anthony Goldstein (PLR), Stefan Urech (UDC), Marita Verbali (PLR), Ronny Siev (PVL), Ivette Djonova (PLR) avec les co-présentateurs Camille Lothe et Sacha Wigdorovits. Le PS et les Verts avaient renoncé à participer à la table ronde.

Photos : Miklos Rozsa et Stella Zeco

Sacha Wigdorovits est président de l’association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l’histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l’université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.